

programme sera modifiée compte tenu de l'expérience acquise, et la structure même du programme pourrait également changer. Le programme portera sur tous les aspects du désarmement et consistera en conférences, séminaires, cours de rédaction, exercices de simulation et observation directe d'organes s'occupant de désarmement, y compris la Conférence du désarmement à Genève et la Première Commission de l'Assemblée générale. Un stage de courte durée à l'AIEA à Vienne sera maintenu au programme. Pour l'organisation du programme, le Département fera appel au concours des organismes des Nations Unies, des Etats Membres, des instituts internationaux de recherche, des universités et des organisations non gouvernementales;

b) Au niveau régional, la formation consistera en la participation aux séminaires régionaux sur le désarmement organisés par l'ONU en Afrique, en Asie et dans le Pacifique et en Amérique latine et aux Caraïbes.

PROGRAMME 8. UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE

A. Programme

1. Orientation générale

8.1 Par sa résolution 1472 (XIV) du 12 décembre 1959, l'Assemblée générale a créé le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, afin d'examiner la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace, d'étudier les moyens pratiques et applicables d'exécuter les programmes corrélatifs qui pourraient être utilement entrepris sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et d'étudier les problèmes juridiques que pourrait soulever l'exploration de l'espace. Dans sa résolution 1721 (XVI) du 20 décembre 1961, l'Assemblée a estimé que l'ONU devait constituer un centre pour la coopération internationale touchant l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace. Elle a également réaffirmé le mandat du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, défini dans sa résolution 1472 (XIV), et a prié le Comité, agissant en coopération avec le Secrétaire général et utilisant pleinement les services et les ressources du Secrétariat, de maintenir un contact étroit avec les organismes concernés, de prévoir un échange de renseignements et de contribuer à l'étude des mesures propres à favoriser la coopération internationale touchant les activités relatives à l'espace. Ces deux résolutions constituent le fondement du programme d'activité mis en oeuvre depuis lors.

8.2 L'exploration et l'utilisation de l'espace n'en étaient qu'à leurs débuts au moment où fut entrepris cet effort de coopération internationale. Depuis lors, des progrès considérables ont été réalisés, en même temps que la gamme et l'importance des utilisations de l'espace ne cessaient de se développer, notamment dans le domaine des communications et des applications de la télédétection. Tout donne à penser que ce processus va se poursuivre. Depuis quelque temps, les techniques spatiales occupent une place essentielle dans les efforts croissants que déploie la communauté internationale pour surveiller et gérer l'environnement à l'échelle planétaire.

8.3 L'extension des activités humaines à ce nouveau "patrimoine commun" soulève d'importantes questions d'ordre technique et juridique et met l'humanité au défi de réserver l'espace aux seules utilisations pacifiques. Compte tenu de la rapidité des progrès scientifiques et techniques dans ce domaine, l'écart va continuer de se creuser en faveur des pays développés, bien mieux à même que la plupart des pays en développement de tirer parti de ces progrès, à moins qu'on ne prenne des mesures efficaces pour permettre à toutes les nations d'en bénéficier.

2. Stratégie

8.4 Au niveau intergouvernemental, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, secondé par son Sous-Comité scientifique et technique, son Sous-Comité juridique et d'autres organes subsidiaires, étudie les aspects juridiques ainsi que les aspects scientifiques et techniques de l'exploration et des utilisations pacifiques de l'espace et s'efforce de faire en sorte que les pays en développement aient accès aux techniques spatiales et puissent bénéficier de leurs applications. A cette fin, il fait des recommandations à l'Assemblée générale. Il est guidé, à son tour, par les résolutions annuelles de l'Assemblée concernant les utilisations pacifiques de l'espace ainsi que par les résultats des première et deuxième Conférences des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique tenues en 1968 et 1982 respectivement.

8.5 Les travaux que mène le Secrétariat dans le domaine des questions spatiales sont exécutés par le Département des affaires politiques et par le Bureau des affaires juridiques. Les travaux du Département des affaires politiques et ceux du Bureau des affaires juridiques, dans la mesure où ils touchent les questions spatiales, se fondent exclusivement sur le mandat donné par l'Assemblée générale et par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et ces deux bureaux voient leur mandat renouvelé à chaque session de l'Assemblée. Les principaux domaines d'action de la Division de l'espace extra-atmosphérique resteront la fourniture de services aux comités et l'application du Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales; pour le Bureau des affaires juridiques, il s'agira de desservir le Sous-Comité juridique. De par leur nature même, les services assurés (élaboration d'études et de rapports à l'intention du Comité et de ses organes auxiliaires, notamment) sont entrepris sur la demande explicite de ces organes. Le Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales, qui a trait à la diffusion d'informations et au transfert des techniques dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace, et ses incidences financières sont examinés tous les ans en détail par le Comité et ses organes subsidiaires, et le programme approuvé par l'Assemblée générale est ensuite exécuté par le Département des affaires politiques.

8.6 Un certain nombre d'organes du Secrétariat de l'ONU et d'institutions spécialisées déploient des activités touchant différents aspects de l'espace. Au Secrétariat, outre le vaste éventail d'activités menées par le Département des affaires politiques, le Département du développement économique et social a des projets concernant la télédétection des ressources non renouvelables, le PNUE s'intéresse aux observations écologiques faites à partir de l'espace, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe a mené des activités dans le domaine des communications par satellite et de la télédétection dans le but d'atténuer l'effet des catastrophes, et le PNUD a financé plusieurs projets relatifs à l'application des techniques spatiales. S'agissant des institutions spécialisées, la FAO fait largement appel à la télédétection pour l'exploitation des ressources renouvelables, l'UIT assure la coordination et fournit une assistance technique dans le domaine des communications par satellite, l'OMM coordonne les activités météorologiques faisant appel aux satellites, tandis que l'UNESCO, l'OACI et l'OMI s'occupent des applications des techniques spatiales dans leurs domaines respectifs. La coordination de toutes ces activités se fait par différents canaux officiels et officieux, en particulier lors des sessions annuelles de la Réunion interorganisations sur les activités spatiales du Comité administratif de coordination et de celles du Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, lors desquelles le Secrétaire général présente chaque année un rapport sur la coordination des activités spatiales. Les activités du Département des affaires politiques sont

menées habituellement en coopération avec l'institution spécialisée concernée, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales s'intéressant à l'espace. Le Département travaille en collaboration particulièrement étroite avec le Centre de télédétection de la FAO, la Fédération internationale d'astronautique, le Comité de la recherche spatiale et l'Agence spatiale européenne.

3. Structure et priorités du sous-programme

8.7 Le programme comprenant un seul sous-programme, il n'est pas fixé de priorité.

B. Sous-programme

SOUS-PROGRAMME. UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE

a) Objectifs

8.8 Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions ci-après de l'Assemblée générale : 1472 (XIV) du 12 décembre 1959, 1721 (XVI) du 20 décembre 1961, 2130 (XX) du 21 décembre 1965, 3235 (XXIX) du 12 novembre 1974, 37/90 du 10 décembre 1982, 42/68 du 2 décembre 1987, 43/56 du 6 décembre 1988 et 44/46 du 8 décembre 1989.

8.9 Le développement des activités humaines dans l'espace soulève sur le plan international d'importantes questions politiques, juridiques et économiques. Un ensemble clair de principes juridiques internationaux concertés englobant l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace contribuerait à promouvoir la coopération internationale dans ce domaine, eu égard aux préoccupations de tous les pays, en particulier les pays en développement. Au fur et à mesure que l'on utilise davantage l'espace et que ces utilisations gagnent en importance sur le plan économique, la coopération et l'échange d'informations à l'échelon international s'avèrent indispensables pour permettre l'utilisation efficace des techniques nouvelles, tout en atténuant les conflits. Le progrès très rapide des techniques spatiales et de leurs applications impose des efforts concertés en vue de diffuser des informations et de transférer des techniques aux pays en développement, si on veut éviter qu'ils ne prennent encore plus de retard par rapport aux pays développés pour ce qui est de l'exploitation des progrès scientifiques et techniques dans ce domaine.

8.10 A la lumière des recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et des résolutions de l'Assemblée générale, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et ses organes subsidiaires examinent, à leurs sessions annuelles, les questions dont ils sont saisis et font des recommandations à l'Assemblée. Sur la base de ces dernières, l'Assemblée prend des décisions sur les activités à mener par le Secrétariat, propose les mesures que pourraient prendre les Etats Membres et d'autres organisations internationales et arrête l'ordre du jour de la session suivante du Comité et de ses organes subsidiaires. Dans des résolutions récentes, dont la résolution 44/46, l'Assemblée générale a invité le Comité et ses organes subsidiaires à examiner les questions suivantes :

a) Les moyens d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins pacifiques; le renforcement de la coopération internationale en ce qui concerne l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace comme moyen efficace d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins pacifiques;

b) Le Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales et la coordination des activités spatiales au sein du système des Nations Unies;

c) L'application des recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, y compris le développement et l'orientation du Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales;

d) La télédétection spatiale, y compris, entre autres, ses applications intéressant les pays en développement;

e) L'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace;

f) Les systèmes de transport spatial et leurs incidences sur les activités spatiales futures;

g) L'orbite des satellites géostationnaires : nature et caractéristiques techniques; utilisation et applications, notamment en matière de développement des communications spatiales, compte particulièrement tenu des besoins et des intérêts des pays en développement;

h) Les sciences de la vie, y compris la médecine spatiale;

i) Les progrès réalisés en ce qui concerne les activités spatiales nationales et internationales touchant l'environnement terrestre, notamment l'exécution du programme géosphère-biosphère (modifications à l'échelle mondiale);

j) L'exploration des planètes;

k) L'astronomie;

l) Les retombées bénéfiques de la technologie spatiale;

m) L'élaboration de projets de principes touchant l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace;

n) Les questions touchant la définition et la délimitation de l'espace, ainsi que les caractéristiques et l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires, notamment les moyens de l'utiliser de façon rationnelle et équitable sans porter atteinte au rôle de l'UIT;

o) L'examen des aspects juridiques liés à l'application du principe selon lequel l'exploration et l'utilisation de l'espace doivent s'effectuer au profit et dans l'intérêt de tous les Etats, compte tenu tout particulièrement des besoins des pays en développement;

p) Tous les aspects de la protection et de la préservation de l'environnement spatial, en particulier ceux de ces aspects qui pourraient affecter l'environnement terrestre;

q) Les questions touchant l'utilisation des techniques spatiales sur la terre dans les opérations de recherche et de sauvetage et dans les secours en cas de catastrophe.

8.11 Les objectifs du sous-programme seront les suivants :

a) Assurer l'appui nécessaire au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et à ses organes subsidiaires à l'effet de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'exploration et des utilisations pacifiques de l'espace, notamment pour ce qui est des questions énumérées plus haut et de celles qui viendraient à être définies au cours de la période couverte par le plan;

b) Aider à formuler et adopter des instruments et des normes juridiques touchant l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace;

c) Promouvoir des programmes de coopération internationale dans le domaine des sciences et des techniques spatiales et faciliter l'échange et la diffusion d'informations, à l'échelon international, sur les sciences et les techniques spatiales;

d) Permettre aux pays en développement de tirer parti des avantages des sciences et des techniques spatiales, notamment par la formation, l'assistance technique et l'échange d'informations.

b) Activités du Secrétariat

8.12 Le Secrétariat continuera d'assurer des services fonctionnels au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et à ses organes subsidiaires, y compris les groupes de travail qu'ils pourront établir, notamment pour l'élaboration d'études et de rapports concernant les travaux du Comité. La responsabilité de ces services restera confiée au Département des affaires politiques, qui dessert le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et son Sous-Comité scientifique et technique, et au Bureau des affaires juridiques, qui dessert le Sous-Comité juridique.

8.13 En vertu des responsabilités qui lui sont confiées aux termes de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, à laquelle l'Assemblée générale, dans sa résolution 3235 (XXIX), a réservé un accueil favorable, le Secrétaire général continuera à tenir le registre des objets lancés dans l'espace.

8.14 Conformément aux recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, l'application du Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales inclura l'organisation tous les ans de réunions de travail régionales et interrégionales, de stages de formation, de séminaires et de réunions d'experts touchant les applications pratiques des techniques spatiales; une assistance pour l'exécution d'un programme de bourses pour la formation approfondie de spécialistes des techniques spatiales et de leurs applications; la fourniture de services consultatifs techniques aux Etats Membres sur les communications par satellite, la météorologie, la télédétection, la surveillance de l'environnement par satellite et les sciences spatiales fondamentales; l'appui à l'élaboration et au développement de programmes et projets nationaux et régionaux dans ces domaines; une assistance pour la rédaction d'études techniques orientées vers l'action; et une assistance pour l'échange et la diffusion, à l'échelon international, d'informations sur les sciences et les techniques spatiales, en particulier par l'intermédiaire du Service international d'information spatial, qui sera progressivement étoffé pour en améliorer l'efficacité.

8.15 Dans sa résolution 44/46, l'Assemblée générale a recommandé qu'une attention accrue soit portée à tous les aspects de la protection et de la préservation de l'environnement spatial, en particulier à ceux de ces aspects qui pourraient affecter l'environnement terrestre. Dans cette même résolution, l'Assemblée a approuvé la désignation de l'année 1992 comme Année internationale de l'espace et la recommandation tendant à encourager la coopération internationale dans le cadre de cette année, laquelle devrait être célébrée au profit et dans l'intérêt de tous les pays, compte tenu en particulier des besoins des pays en développement. Un important programme de cette Année internationale de l'espace, intitulé "Mission planète Terre", consistera à mettre les techniques spatiales au service de la surveillance de l'environnement. On veillera à coordonner ces activités, en évitant tout chevauchement, avec celles ayant trait à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui se tiendra, elle aussi, en 1992. Les activités entreprises en 1990-1991 pour promouvoir l'Année internationale de l'espace devraient se terminer en 1992, mais l'on peut supposer que des activités de suivi devront être menées à bien au cours de la période du plan à moyen terme.

Notes

¹ Bien que l'Assemblée générale, dans sa résolution 42/41, ait renouvelé le mandat du Comité ad hoc, celui-ci ne s'est pas réuni depuis 1988.

² Le Département des affaires politiques est chargé de la fourniture des services fonctionnels et de l'appui technique au Comité spécial de l'océan Indien.

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément No 49 (A/41/49).